

Tribune Le Gouvernement priorise l'austérité budgétaire au détriment des jeunes à l'heure des urgences écologiques, sociales et internationales

Le 24 février 2024

Le [décret paru ce 21 février 2024](#) ampute de plus de 10 milliards d'euros les budgets des programmes votés dans la dernière Loi de finances. Si nos associations et collectifs de jeunes s'interrogent sur les budgets des missions jeunesse, vie étudiante et plus largement des crédits de l'Éducation Nationale et de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, ils sont aussi atterrés par les coupes budgétaires massives dans les budgets de l'écologie, de l'aide publique au développement, de la cohésion des territoires, de la santé et de la culture, qui sont les fers de lance de nos services publics.

Alors que [le Gouvernement se prépare déjà à un réchauffement à +4°C](#), que les conflits mondiaux s'aggravent, que l'éco-anxiété gagne du terrain (70% des jeunes se déclarant très inquiets, voire extrêmement inquiets vis-à-vis du changement climatique - [The Lancet](#)), que la précarité des jeunes explose avec 20% des étudiant·es qui ne mangent pas à leur faim, ([COP1](#)), que la santé mentale des jeunes n'a jamais été aussi préoccupante (43% des étudiant·es présentent des signes de détresse psychologique - [OVE](#)), ces coupes budgétaires drastiques dans les services publics nous paraissent inacceptables.

Des décisions à rebours des engagements du Gouvernement

Que reste-t-il des [vœux du Président Macron](#) qui annonçait le 31 décembre dernier être "déterminé à agir pour [que] notre écologie, cette écologie à la française, notre planification continuent de se déployer comme un modèle", en coupant de 2,7 milliards d'euros les budgets alloués à la transition écologique et la cohésion des territoires ?

Que reste-t-il, de cet engagement du Président qui annonçait être "déterminé à agir pour l'école, l'enfance et l'éducation", et de son Premier ministre, Gabriel Attal, qui [le mois dernier encore](#), voulait faire de l'école "une priorité absolue du Gouvernement", en coupant près d'1,7

milliard d'euros les crédits dédiés à l'école, l'enseignement supérieur et la jeunesse ?

Enfin, que reste-t-il de la [Déclaration du Président](#) d'être "solidaires avec les pays [...] les plus vulnérables face aux impacts du réchauffement climatique [...] pour un ordre international plus juste" et protéger "l'avenir de nos jeunes générations", en coupant l'aide publique au développement de 740 millions d'euros ?

Des jeunes engagés qui attendent aussi l'engagement des institutions

La dernière [Consultation Nationale Étudiante du RESES](#) (CNE 2023) souligne que l'écologie, la santé, et l'éducation sont les priorités des étudiant·es aujourd'hui en France, et que pour 80% d'entre elles et eux,



l'Etat est le principal acteur qui doit piloter cette transition écologique et solidaire. Les étudiant-es, qui sont 59% à être engagés-e-s au quotidien dans une association ou un collectif (CNE 2023), demandent également l'engagement et le soutien des institutions pour résoudre les crises auxquelles ils et elles sont confrontés-es. L'amélioration des services publics, que ce soit l'école, l'université, la culture, la santé, la planification écologique, sont les leviers vitaux pour affronter ces crises, et ne sauraient être sacrifiées sur l'autel de l'austérité budgétaire et du déficit public.

Nos associations et collectifs de jeunes, qui œuvrent tous les jours sur le terrain, pour une transition écologique et sociale juste, une meilleure santé mentale des jeunes, pour une société inclusive, pour développer la citoyenneté des jeunes en France et en Europe, pour rendre effective la solidarité internationale ou qui luttent contre la précarité étudiante, sont déjà des palliatifs d'une carence de services publics, et seront sans-doute parmi les premières victimes des rabots budgétaires imposés par Bercy à tous les Ministères, sur leurs subventions.

Augmenter les recettes publiques plus que diminuer les dépenses : un enjeu majeur pour les années à venir

D'autres leviers sont pourtant actionnables pour dégager des recettes publiques et financer les investissements massifs

nécessaires dès aujourd'hui pour répondre aux urgences écologiques, sociales, démocratiques et internationales : la mise en place d'une taxe européenne sur les transactions financières dont les recettes serviraient la transformation écologique de notre continent et l'aide aux pays en développement, porté par [Agir pour le Climat](#) par exemple, ou une taxation des records de dividendes accordés aux actionnaires du CAC40 en 2023, de [100 milliards d'euros](#), sans avoir à niveler par le bas toujours plus les services publics, dont la société ne peut que pâtir, et particulièrement les plus précaires, les jeunes, dont les services publics sont le seul patrimoine.

Ces réductions drastiques envoient un message particulièrement négatif aux jeunes et à leurs préoccupations : selon la CNE 2023, 77% des étudiant-es estiment que leurs intérêts ne sont pas pris en compte dans les décisions politiques. Les budgets qui leur permettent pourtant de pouvoir s'exprimer, donner leurs avis, de s'émanciper et d'agir étaient déjà inférieurs aux besoins constatés. Des jeunes, qui déçus de l'inefficacité des recours institutionnels, se tournent de plus en plus vers des modes d'expression différents, comme la désobéissance civile, pour se faire entendre, et qui, si les pouvoirs publics émettent un avis défavorable, ont au moins l'intérêt de créer du débat et d'ouvrir une discussion autour de ces enjeux prioritaires

Contact presse : Paul VAN CELST, Délégué général du RESES - dg@le-reses.org - 07 64 71 23 00

 Tu veux nous donner du poids ?

Signe la tribune !





Liste des signataires

Premiers signataires : Le RESES, Radio Campus France, Engagé-e-s & Déterminé-e-s (E&D), Animafac, Erasmus Student Network France (ESN), Campus Market, les Jeunes Européens France (JE), le réseau national des junior associations (RNJA), Jets d'Encre, la CTES et le collectif Pour un Réveil Écologique (PRÉ)

Organisations signataires : HOPE Paris, What The Web, OSJF, ESP78350, Les ENSGagés, ESN La Rochelle, VieEtu, Association Hystérique, Nouvelles Vagues, ENSTA Paris

Signataires individuel-les : Syméon Taupiac (Grenoble), Alban Manuel de Condinguy (Antony), Pierre Texier (Paris), Anne-Lise Mainet (Verrières le Buisson), Tanguy Couplan (Gouvieux), Anne Jorget (Longvic), Adrien Radovic (Nantes), Emilie Berger (Hem), Yihem Benhacene (Toulouse), Alicia Jacquemier (Grenoble), Malo Richard (Jouy-en-Josas), Lorine Peseux (Champs-sur-Marne), David Roué (Plougastel-Daoulas), Colette Denis (Rennes), Cristelle Torregrosa (Clermont-Ferrand), Thierry Roussel (Dompierre-sur-Yon), Camille Laboisette (St André de Najac), Tanis Piéto (Chasseneuil-du-Poitou), Florian Landreau (Antony), Audrey Frasin (Rennes), Nathan Lusseau (Talence), Léa Schmieden (Paris), Emma Ripplinger (Dijon), Anthéanne Dolivet (La Rochelle), Flavie Rochard (Paris), Lisa Crépieux (Grenoble), Anne Gardette (Paris), Gwennaëlle Rolland (Laval), Florent Vince (Paris), Inès Carette (Grenoble), Julie Desombre (Toulouse), Juliette Labuche (Brest), Anaïs Vansteene (Nanterre), Mathis Grosset (Vauréal), Matthieu Lagarde (Paris), Léna Cimiterra (Paris), Sacha Boutboul (Paris), Lysandre Soszynski (Paris), Isabelle Boyer (Paris), Augustin Clédât (Palaiseau)

